

LA GUERRE A LA DROGUE ET LES INTERÊTS DES ETATS

Dans une préface du dernier rapport¹ l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (ODDCP)² son directeur, Pino Arlacchi, écrit que « la psychologie du désespoir s'est emparée des esprits » [dans le domaine des drogues]. Suivent une série de données tendant à accréditer l'idée, que nous sommes pour le moins dans l'obligation de nuancer, de substantiels progrès dans la lutte contre la production et le trafic de ces substances. Pino Arlacchi note en outre : « La fin de la Guerre froide et l'émergence de réels processus de paix dans un nombre de conflits qui paraissaient insolubles a atténué les tensions au sein de la communauté internationale, facilitant la mise en place de la coopération »³. Bien au contraire que la fin de la Guerre froide a favorisé d'une part l'apparition de pseudo-Etats au sein desquels s'est institutionnalisée la corruption du politique ; elle a permis d'autre part le déclenchement de nouveaux conflits locaux. Leurs protagonistes ne recevant plus de subsides de l'un des deux grands blocs, ont dû chercher des sources de financement dans des activités illégales, au premier rang desquelles, le trafic des drogues. De la Colombie à l'Afghanistan en passant par l'Angola ou le Kosovo, la drogue est un des éléments de la prolongation de ces conflits. Enfin la lutte contre le commerce des drogues est brouillée par les intérêts économiques et géopolitiques des Etats, particulièrement des pays riches qui se posent en leaders de la guerre à la drogues, enclins à faire preuve d'indulgence à l'égard de leurs alliés ou clients.

Les limites de la lutte contre les trafics

Seule une utilisation sélective des données permet au rapport de l'ODDCP de prétendre que les productions illicites sont en sensible diminution. Par exemple il y est écrit que les cultures de cocaïers ont régressé en Bolivie et au Pérou entre 1995 et 2000 (d'environ 150 000 hectares à 50 000 h.), sans mentionner que cette diminution a été compensée par une augmentation quasi équivalente des superficies illicites en Colombie (de 40 000 h à 130 000 h). En outre, l'amélioration des techniques agricoles a entraîné une hausse sensible de la productivité. En 1990, la production annuelle de cocaïne qui se situait entre 500 tonnes et 700t. annuellement est passée de 800 t et 1000 t dix ans plus tard. D'ailleurs, pour le rapport du Département d'Etat des Etats-Unis⁴, rendu public au début du mois de mars 2001, la production de feuilles de coca a augmenté de 6 % passant de 613 000 t à 650 800 t.

Dans le cas des opiacés, la hausse de la production (qui est passée de 4 263 t à 5 004 t entre 1999 et 2000, soit une augmentation de 20 %) est si élevée, que ce sont les trafiquants eux-mêmes qui ont décrété son gel en Afghanistan de crainte de voir les prix s'effondrer. En juillet 2000, Mollah Omar, chef des taliban, a décrété l'éradication totale des cultures de pavot dans un pays qui était jusque là le premier producteur mondial d'opium devant la Birmanie. Au mois d'octobre, période où l'on sème le pavot, des techniciens d'ONG européennes ont observé que des émissaires l'Emir⁶ parcouraient les villages diffusant un message de ce dernier selon lequel la terrible sécheresse qui frappait le pays était une punition du ciel pour avoir cultivé cette plante impie. Des paysans récalcitrants ont été emprisonnés à Djelalabad, la capitale de la province du Nangahar. Une enquête de terrain dans l'est du pays auprès des commerçants d'opium pakistanais et afghans, donne à penser que la mesure aurait en fait été suggérée par les mafias d'Asie centrale qui n'ont pas voulu jeter sur le marché les énormes stocks d'opium et d'héroïne accumulés à la

¹ World Drug Report 2000, publié au début de l'année 2001

² qui a absorbé le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)

³ p.4, c'est nous qui traduisons.

⁴ ODCCP Global Illicit Drug Trends 2000, New York 2000. Il s'agit cette fois d'un rapport technique constitué pour l'essentiel, de statistiques.

⁵ Department of State....

⁶ Titre que s'est décerné Mollah Omar.



suite des récoltes record de 1999 et 2000⁷. Elles auraient donc proposé aux taliban de compenser financièrement l'arrêt de la production pendant une ou plusieurs années.

Quant à la production des dérivés du cannabis, elle ne cesse de croître pour alimenter des marchés où la consommation se banalise. Selon le rapport de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) publié au mois d'octobre 2000, « plus de 40 millions de personnes dans l'UE ont consommé de la marijuana ou du haschisch. En moyenne, un adolescent de 15-16 ans sur cinq et au moins une personne sur quatre dans la tranche des 15-34 ans y ont expérimenté le cannabis ». En 1999, l'Espagne, à elle seule, a saisi près de 400 tonnes de haschisch en provenance du Maroc où les cultures pourraient couvrir, dans les montagnes du Rif et au-delà, 90 000 hectares. Partout dans le monde, on saisit également d'importantes quantités de haschisch en provenance du Pakistan, d'Afghanistan et du Népal, et de la marijuana exportée par le Mexique, la Colombie, la Jamaïque, le Cambodge et par l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne.

Même si la substitution des drogues d'origine naturelle par des drogues de synthèse n'est pas encore à l'ordre du jour, la production et le trafic de ces dernières connaissent une croissance exponentielle. Dès 1996, le PNUCID lançait un cri d'alarme en affirmant que les stimulants synthétiques du type amphétamines « pourraient devenir les drogues de prédilection au XXI^{ème} siècle ». Force est de constater que, en Europe, les saisies ont augmenté de 38 % en 1997/1998 avec, en moyenne annuelle, près de trois tonnes de pilules au Royaume-Uni, 1,5 tonne aux Pays-Bas et 250 kg en Allemagne et en Belgique. La France sert de pays de transit pour les exportations d'amphétamine et d'ecstasy en direction des États-Unis qui sont notamment entre les mains de réseaux israéliens.

Aux États-Unis, où les saisies annuelles ont atteint 1,7 tonne par an en 1997/1998, le nombre d'admissions dans des centres de traitement a crû de façon spectaculaire entre 1992 (20 000) et 1997 (70 000). Le chiffre s'est ensuite stabilisé, en 1999 et en 2000. En revanche, en Asie du Sud-Ouest et, surtout, en Extrême-Orient, le phénomène ne cesse de s'amplifier.

Recommandations

- Le montant de la coopération multilatérale (PNUCID) et bi-latérale en vue de mettre en place des programmes de développement alternatifs est notoirement insuffisantes (quelques centaines de millions de dollars alors que les profits des trafiquants se chiffrent en milliards de dollars).
- Mais, plus que des « cultures alternatives » c'est surtout des avantages commerciaux et fiscaux qui sont attractifs pour ces pays. On remarque par exemple que le programme d'éradication quasi total de la coca en Bolivie a fait perdre environs 500 000 dollars à ce pays. Son gouvernement a demandé en vain aux États-Unis une levée de droit de douanes qui lui aurait permis de « récupérer » 250 000 dollars. Il ne faudrait donc pas s'étonner si l'on assiste à une reprise des cultures illicites dans ce pays.
- De même la directive européenne permettant d'introduire 5 % de graisses végétales dans le chocolat, fera perdre 200 000 dollars à la Côte d'Ivoire où les plantations de cannabis se développent déjà dans les régions de culture de cacao.

Activités mafieuses et corruption du politique

Aucune autre activité illicite n'étant aussi lucrative, le trafic des drogues a accru la capacité de nuisance des organisations criminelles qui s'y livrent, notamment leur pouvoir de pénétrer les structures économiques et politiques de certains États. Sur le plan économique elles ont suivi le mouvement de la mondialisation, quand elles ne l'ont pas anticipé. Cependant, confrontées à une

⁷ 4 500 t en 1999 (au lieu d'environ 2 500 les années précédentes) et 3200 t en 2000.

offensive des Etats les grandes organisations (« cartels colombiens », « mafias » italiennes et chinoises, parrains pakistanais et turcs, etc.) ont, dans la seconde moitié des années 1990, d'abord décentralisé leurs structures pour être moins vulnérables à la répression. Alors qu'il existait en Colombie trois ou quatre grands « cartels », on compte aujourd'hui dans ce pays une quarantaine de moyennes organisations. De même, dans les années 1980, on recensait une douzaine de groupes de la Camorra à Naples ; ils sont aujourd'hui une centaine, forts de 6 000 affiliés. Ces organisations ont simultanément diversifié leurs activités (trafic d'être humains, de diamants, d'espèces protégées, etc.) et les ont délocalisées en resserrant leurs liens d'affaires avec leurs homologues intervenant sur d'autres continents.

Ainsi, des organisations mafieuses turques autrefois spécialisées dans le trafic de l'héroïne, sont de plus en plus impliquées dans celui de clandestins, la contrebande de cigarettes et la contrefaçon. Lorsque le gouvernement turc a interdit les casinos, les *baba* (parrains) avaient commencé à les délocaliser dans les Caraïbes (à Saint-Martin en particulier) ou en Afrique (à Dar Es-Salaam en Tanzanie)⁸.

Une affaire récente illustre la coopération entre organisations criminelles. A la fin du mois de février 2001, la police du Nicaragua appuyée par la DEA américaine⁹ a intercepté en haute mer un navire battant pavillon brésilien et transportant huit tonnes de cocaïne vendues par les cartels colombiens à la mafia russe. Le capitaine du vaisseau était un nicaraguayen travaillant depuis cinq ans pour une organisation criminelle russe.

La Cosa Nostra sicilienne qui a subi des coups très durs de la part des forces de répression au cours de la dernière décennie, a renforcé son implantation internationale notamment au Brésil, au Canada, en Europe de l'Est ou en Afrique du Sud. Selon les services anti-mafia sud-africains, la mafia sicilienne est solidement implantée au Cap et à Johannesburg. Ses activités vont du blanchiment — sociétés-écrans, achat de biens immobiliers — au trafic de cocaïne, en collaboration avec des groupes colombiens, en passant par le recel de criminels en fuite. Pour la région du Cap, le parrain le plus en vue est Vito Palazzolo, ancien banquier de la *Pizza Connection*. Évadé de Suisse et « réfugié » en Afrique du Sud où il a d'abord mis ses compétences au service du régime d'apartheid, avant de rendre des services au gouvernement de Mandela, il resterait l'un des chefs de Cosa Nostra. Il est actuellement en résidence surveillée, sous la seule accusation d'avoir usurpé la nationalité sud-africaine.

Ces activités sont favorisées par les liens entretenues par les organisations criminelles avec les pouvoirs politiques. Cela est vrai non seulement dans des « dictatures bananières » (Birmanie, Guinée Equatoriales) ou dans des non-Etats (Afghanistan, Paraguay, Liberia) mais également dans de grands pays qui jouent un rôle géopolitique clé dans leur région comme par exemple la Turquie en Europe et le Mexique en Amérique du Nord. En Turquie, les élections d'avril 1999 ont permis à une coalition de partis nationalistes (de la gauche à l'extrême droite) de constituer, avec l'appui de l'armée, un gouvernement. Fort de ses 16 % des voix, le MHP, façade présentable d'une organisation qui l'est moins, Les Loups Gris, dont des dizaines de membres sont incarcérés pour activités criminelles un peu partout en Europe, occupe les postes de vice-Premier ministre et de ministre de l'Intérieur.

On trouve une situation semblable dans les relations entre les Etats-Unis et le Mexique. Un livre récent¹⁰ apporte des éléments nouveaux à la connaissance des relations entre les « cartels » mexicains de la drogue et les leaders du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante-dix ans, en particulier avec les différents présidents qui se sont succédés depuis le début des années 1980.

⁸ Sur ce point voir « La *maffya* diversifie ses activités » in *La Lettre Internationale des Drogues* n°4 de mars 2001, publiée par l'Association de géopolitiques des drogues (AEGD).

⁹ Drug Enforcement Administration, le principal organisme de lutte antidrogues des Etats-Unis.

¹⁰

Jean-François Boyer qui a interrogé des policiers de hauts rangs, des universitaires parmi lesquelles Jorge Castaneda, politologue devenu ministre des Affaires étrangères du Président Vicente Fox élu à l'été 2000, écrit : « les autorités financières du pays auraient invité les narcotrafiquants à investir leurs revenus dans une économie décapitalisée, en pleine restructuration ; en contrepartie, la police et l'armée mexicaine fermeraient les yeux sur le narcotrafic ; et les deux parties s'engageraient à ne pas recourir à la violence et à négocier d'éventuelles arrestations au cas où il serait nécessaire de lâcher du lest vis-à-vis des autorités antidrogues américaines. L'Etat mexicain s'engagerait enfin à ne pas autoriser la DEA et les agences antidrogues américaines à participer à la répression sur son territoire ». En contrepartie, les organisations criminelles auraient investi dans le pays leurs profits (de 5 à 10 milliards de dollars chaque année), ce qui aurait contribué à permettre au Mexique de remplir les conditions économiques fixées par les Etats-Unis pour la création en 1994 du grand marché nord-américain, l'ALENA. On remarque enfin que chaque président nouvellement élu a surtout réprimé le cartel dont son prédécesseur était le plus proche et s'est rapproché d'un de ses rivaux. Les Etats-Unis ont fermé les yeux sur ces « accords » et cela d'autant plus que, dans les années 1980, leurs services secrets ont eux-mêmes utilisé les cartels mexicain pour appuyer les « contras », milices luttant contre le régime « marxiste » du Nicaragua à partir des pays voisins.

Recommandations

- Les annonces très médiatisées de saisies records et de démantèlement des « plus grands » cartels (comme en 1999 de celui du Millénaire en Colombie) dans la mesure où elles ne tardent pas à être démenties par de nouvelles saisies et de nouvelles arrestations, sont de nature à engendrer le scepticisme à l'intérieur des populations des pays qui organisent la répression au niveau mondial. Les services de police et les gouvernements devraient se garder de tout triomphalisme et présenter à l'opinion l'état réel de la lutte antidrogue, avec ses avancées et ses échecs.
- Ces gouvernements ne peuvent pas à la fois affirmer qu'ils font de la lutte contre la drogue une priorité et la sacrifier à leurs intérêts économiques et stratégiques. L'opinion publique doit être informé de l'objectif prioritaire.

La drogue dans un conflit local : l'exemple du Kosovo

Avec l'explosion et la diversification des productions de drogues et la transformation des narco-organisations, le troisième élément constitutif de la situation actuelle sont les effets sur la criminalité et le trafic de drogues de la multiplication des conflits locaux, effet pervers de la fin de l'antagonisme des blocs et des soubresauts provoqués par l'effondrement de l'Union soviétique¹¹. Durant la Guerre froide, les grandes puissances que la dissuasion nucléaire empêchait de s'affronter directement, le faisaient à travers leurs alliés dans le Tiers monde. L'argent de la drogue utilisée par les belligérants évitait ainsi à certains pays d'avoir à puiser dans des fonds secrets pour financer leurs alliés. Cela a été notamment le cas pour toutes les grandes puissances (Etats-Unis, France) et les puissances régionales (Israël, Syrie) concernées par la guerre civile libanaise et pour les Etats-Unis en Amérique centrale. La fin de la guerre froide, loin de mettre fin à ces conflits locaux, n'a fait que révéler leur absence de motifs idéologiques, libérant des affrontements ethniques, nationaux, religieux, etc. Les belligérants ne pouvant désormais compter sur le financement de leurs puissants protecteurs ont dû trouver dans les trafics, dont celui de drogues, des ressources alternatives.¹² Dans une trentaine de conflits, ouverts, latents ou en voie

¹¹ Alain Labrousse ; Michel Koutouzis *Géopolitique et géostratégies des drogues*. Paris : Economica, 1996, pp. 23-32.

¹² Jean Christophe Ruffin [ed] *Économie des guerres civiles*. Paris : Hachette, 1996. 593 p.

de résolutions, la présence de la drogue, à des titres et des niveaux divers est avérée¹³ : en Amérique latine (Colombie, Pérou, Mexique) ; en Asie (Afghanistan, Tadjikistan, Inde, Azerbaïdjan-Arménie, Tchétchénie, Géorgie, Birmanie, Philippines) ; en Europe (Yougoslavie, Turquie, Irlande, Espagne) et en Afrique (Algérie, Soudan, Egypte, Sénégal, Guinée Bissau, Liberia, Sierra-Leone, RDC, Congo, Tchad, Ouganda, Angola, Somalie, Comores).

Certains de ces conflits - en Colombie, en Afghanistan ou en Angola - existaient avant la fin de la guerre froide. Mais le retrait de partis frères ou de puissants protecteurs fait qu'ils ont pris un caractère nouveau : glissement progressif vers des activités de prédation dans le cas des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ; antagonismes ethnico-religieux manipulés par les puissances régionales dans celui des guerres civiles afghane et angolaise. Ailleurs, c'est la chute des régimes communistes qui est à l'origine des conflits yougoslaves, tchéchènes, azéris-arméniens et des guerres civiles géorgiennes¹⁴. Les protagonistes de ces affrontements, dans leur recherche de financements, font flèche de tout bois : trafic de pétrole, de drogues, de métaux stratégiques, etc.

L'escalade des profits dans le cas de la drogue¹⁵ en fait une source de financement particulièrement intéressante. Ainsi on peut évaluer le montant des taxes perçus annuellement par les taliban sur les drogues à une centaine de millions de dollars¹⁶. Ce chiffre peut être multiplié par trois ou par quatre dans le cas des FARC. Dans un micro-conflit comme celui de la Casamance au Sénégal, on pouvait évaluer en 1995 les taxes sur le cannabis perçues par le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MDFC) à plusieurs millions de dollars par an¹⁷. Cela contribue à expliquer que ces quelques centaines de combattants aux pieds nus se soient dotés, au fil des années, d'un armement de plus en plus sophistiqué et qu'en dépit des accords de paix signés avec le gouvernement, des groupes continuent à affronter l'armée et à se battre entre eux, particulièrement à la saison de la récolte du cannabis.

Un des exemples récents les plus significatifs de l'utilisation de la drogue dans le déclenchement du conflit puis dans les obstacles mis à sa résolution, est celui du Kosovo.

Dès 1991, l'OGD a signalé que les profits de la vente d'héroïne dans toute l'Europe, en particulier en Suisse, par des ressortissants albanais de cette province serbe, étaient utilisés pour acheter des armes dans la perspective d'un soulèvement contre l'oppression serbe.¹⁸ L'UCK, après avoir déclenché des opérations militaires à la fin de 1997, a été chassée progressivement de ses bastions par l'armée et la police yougoslave et n'a plus opéré que dans des poches le long de la frontière albanaise. Après la campagne de bombardement de l'OTAN en Serbie et au Kosovo (24 mars au 10 juin 1999), il n'est plus resté au groupe nationaliste qu'à se préparer à un retour en force lors de la réinstallation des réfugiés. C'est la raison pour laquelle elle a cherché à acquérir le véritable potentiel militaire que lui refusait les pays occidentaux. Pour cela elle a eu d'abord pour source de financement l'impôt payé par les 700 000 Albanais de la diaspora en Europe (3 % des salaires et souvent plus). Mais ce financement légal s'est révélé vulnérable, en particulier lorsque le gouvernement suisse a décidé de gérer le compte de l'UCK, intitulé « La Patrie appelle ». C'est alors que cette organisation a, semble-t-il, décidé de privilégier une recherche de financement

¹³ Voir OGD « Conflits, drogues et activités mafieuses » communication à la Conférence de l'Appel de la Haye pour la paix (11-15 mai) 1999. Sur la plupart des pays cités on peut également consulter les trois derniers rapports annuels de l'OGD (www.ogd.org).

¹⁴ Michel Koutouzis « Drogues à l'Est : logique de guerres et de marchés », IFRI Politique étrangère 1/95 p.233-244.

¹⁵ Les prix du producteur au consommateur sont multipliés de 1 000 à 2 500 fois. Voir Alain Labrousse *Drogue un marché de dupes*. Paris : Editions Alternatives, p.78

¹⁶ OGD, chapitre « Afghanistan » in « Géopolitique mondiale des drogues 1998-1999 ».

¹⁷ OGD, chapitre « Sénégal » in « Géopolitique mondiale des drogues 1995-1996 » et « Géopolitique mondiale des drogues 1997-1998 », op.cité

¹⁸ La Dépêche Internationale des Drogues n° 1, 16, 35, 56, 58.

dans le trafic des drogues même si cela impliquait des liens avec les mafias italiennes qui lui fournissent des armes contre de l'héroïne, de la cocaïne ou des dérivés du cannabis.

Dans certaines affaires, la présence de l'UCK en tant que telle a été clairement établie, notamment par la justice italienne ; dans d'autres l'identité des commanditaires de trafics « albanais » est restée occultée¹⁹, mais ne fait guère de doute. En effet, lorsque la police et la justice de pays européens détiennent les preuves de l'implication de l'UCK, il leur est difficile, du fait du rôle de l'OTAN au Kosovo, d'en faire officiellement état. C'est à la presse de tirer les conclusions des informations dont elle dispose ou des « fuites » dont elle bénéficie de la part de certains magistrats. En juin 1998 par exemple, une centaine de personnes parmi lesquelles de nombreux Kosovars ont été arrêtés à travers l'Italie et d'autres pays européens pour un trafic de drogues et d'armes. Selon le procureur de Milan, ils appartenaient à huit réseaux chargés d'introduire des armes au Kosovo. 100 kilos d'héroïne et de cocaïne, servant à payer les armes, ont été saisis.²⁰

Le 12 mars 1999, la police tchèque a annoncé l'arrestation à Prague du Kosovar Princ Dobroshi, évadé d'une prison norvégienne et considéré comme l'un des plus importants trafiquants de drogue en Europe. Un de ses porte-parole a précisé à l'AFP que des documents attestent, sans ambiguïté, que l'homme, âgé de 35 ans, utilisait le produit de son trafic pour des achats d'armes. Citant un membre des services secrets tchèques (BIS), le journal Lidove Noviny a indiqué que ces armes étaient livrées à l'Armée de libération du Kosovo (UCK).²¹

A la fin de ce même mois, c'est un journal italien, *Tempo*, qui reproduisant un interview du procureur national anti-mafia, Alberto Mariati, publiait que l'UCK était « liée à la mafia de Naples, la Camorra, ainsi qu'à celle des Pouilles » et que « Les clans du Kosovo sont investis dans le trafic de drogues contre des armes ». En avril 1999, *The Times* de Londres, en avril 1999, indiquait qu'Europol préparait un rapport pour les ministres européens de l'Intérieur et de la Justice soulignant les connexions entre l'UCK et les narco-trafiquants. Selon ce magazine, les polices d'Allemagne, de Suisse et de Suède, détiendraient les preuves du financement partiel de l'UCK par la vente de drogues.

Recommandations

- Pour les raisons exposées plus haut, les pays riches sont relativement impuissantes à empêcher le financement des conflits par l'argent de la drogue. Le moyen le plus efficace de lutter contre ce phénomène est la prévention des conflits par la voie diplomatique (ce qui aurait peut-être été possible dans le cas du Kosovo si l'on s'y était pris à temps). Soit par un contrôle plus rigoureux des ventes d'armes.

La lutte contre la drogue, arme économique et politique

Les différents type de compromissions des pays riches avec les Etats trafiquants sont si répandues, que leurs caractéristiques peuvent être modélisées. Le plus répandu a pour origine des intérêts économiques. Durant les années 1990, la Chine et la Pologne ont accepté sans rechigner que les armes qu'elles vendaient à la Birmanie soient payées avec l'argent de l'héroïne. Rangoon a en particulier dépensé près d'un milliard de dollars pour acheter des avions de combat à la Chine alors que ses réserves en devise ne dépassait pas 300 millions de dollars²². Des membres des

¹⁹ Francesci Silvestri « Mafia Network in the Southern Balkans » in Carmine Lanni [ed] *Albania A Country of Europe. The Migration Factor*. Turin : Edizioni Gruppo Abele (EGA), 2000.

²⁰ AFP, 18-9-1998

²¹ AFP, 12-3-1999

²² Cet affaire a en particulier été suivi par Bertil Lintner, journaliste de la Far Easter Economic Review dont les articles ont été repris dans *Burma in Revolt, Opium and Insurgency Since 1948*, Boulder, Westview Press.

services de renseignement de l'ambassade de France au Pakistan rencontrés par l'auteur de cet article n'écartaient pas que l'argent de la drogue puisse, à la même époque, avoir également participé au règlement des ventes d'armement de la France à ce pays.

De leur côté, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ne se posent pas de questions sur l'origine des fonds qui permettent à certains pays – en particulier la Colombie durant toutes les années 1980 - de payer leur dette extérieure. Si certains Etats européens et l'Union elle-même ferment les yeux sur les protections officielles dont bénéficie la culture de cannabis au Maroc, c'est qu'elle contribue largement à l'équilibre économique du pays et que leur substitution coûterait extrêmement cher²³.

Mais la drogue peut-être aussi utilisée comme une arme diplomatique pour déstabiliser ou discréditer un adversaire politique. Un des exemples de cette attitude est la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Iran dans le domaine des drogues. Durant toutes les années 1990, en dépit de ses efforts dans le domaine de la lutte contre le transit de l'héroïne afghane (l'Iran a perdu près de 3000 hommes depuis vingt ans dans ces combats), ce pays a été « décertifié » par Washington, c'est à dire placé sur la liste des pays qui sont considérés comme des Etats trafiquants. Cette mesure entraîne la suspension de toute aide économique de la part des Etats-Unis et surtout leur vote négatif dans toutes les instances internationales chargées de promouvoir la coopération internationale. Interrogé par l'OGD, un représentant du Département d'Etat a répondu à ce sujet que si l'Iran était placé sur la liste des pays « décertifiés » c'est qu'il s'agissait d'un Etat terroriste et non à cause de sa participation au trafic international des drogues. En décembre 1998, le président Clinton a annoncé qu'il allait retirer l'Iran de la liste des pays « décertifiés ». La raison avancée était que « l'Iran n'est plus un producteur significatif d'opium et d'héroïne et qu'il avait cessé d'être un pays de transit de la drogue destinée aux Etats-Unis ». Tout le monde a compris qu'il s'agissait d'un geste de bonne volonté répondant à la politique d'ouverture manifestée par le président Mohamed Khatami depuis 1997.

L'utilisation par les Etats-Unis de l'arme politique de la drogue a fait des émules. De nombreux pays du Tiers monde l'utilisent désormais pour combattre leurs opposants politiques ou les minorités ethniques et religieuses qui vivent sur le territoire. La situation au Timor a été largement médiatisée. Mais il existe au moins un autre Timor en Indonésie, c'est la province de l'Aceth où la répression féroce menée contre la population de cette région du nord de Sumatra a provoqué depuis 20 ans un mouvement de révolte armée. Or, au début de 1990, le prétexte pris par l'armée indonésienne pour intervenir en force dans cette région, a été de mener des campagnes d'éradication du cannabis appuyées par les Etats-Unis. Il est vrai que cette région était un producteur traditionnel de cette drogue, mais qui ne justifiaient en rien le déploiement d'aussi importants moyens militaires qui se sont révélés meurtriers. Un autre exemple est celui du Soudan où la lutte contre le cannabis, appuyée cette fois par l'organe spécialisé des Nations unies, a permis au gouvernement islamiste de Karthoum d'intervenir, ces dernières années, contre la tribu animiste des Beja²⁴.

Le dernier élément concernant les manipulations dont la drogue est l'enjeu est de caractère diplomatique. Il s'agit cette fois pour un pays de taire les implications d'un autre Etat dans le trafic de drogues afin d'exercer un chantage pour qu'il y mette fin ou fasse une politique voulue par le premier dans un autre domaine. Les Etats-Unis²⁵ ont simultanément visé ces deux objectifs dans le cas de la Syrie, pays dont les troupes étaient profondément impliquées dans le trafic de haschisch et d'héroïne au Liban : ils ont obtenu ainsi des campagnes d'éradication des cultures illicites dans la plaine de la Bekaa et la participation de la Syrie aux négociations de paix au Moyen Orient. La même stratégie est actuellement utilisée par Washington à l'égard du général

²³ Une éradication sans alternative de développement accroîtrait le flux de migrants en Europe.

²⁴ Voir à ce sujet chapitre « Soudan » in OGD « Géopolitique mondiale des drogues 1997-1998.

²⁵ Les services secrets israéliens détenaient également des dossiers sur l'implication des militaires syriens dans le trafic de haschisch et d'héroïne.

Hugo Banzer président élu de la Bolivie. La dictature militaire de ce dernier (1971-1978) s'est non seulement livrée à de graves violations des droits de l'homme et à l'assassinat d'opposants à l'étranger dans le cadre du « Plan Condor », mais a contribué à la spécialisation de la Bolivie dans la production de cocaïne²⁶.

Elu président pour cinq ans en 1997, le général Banzer pour faire oublier son encombrant passé à la communauté internationale et en particulier aux Etats-Unis, s'est lancé immédiatement dans une vaste campagne d'éradication des cultures de cocaïers dont la quasi totalité (37 000 hectares) avaient été manuellement arrachés à la fin de l'année 2000. Cela a notamment valu à l'ex-dictateur d'être présenté comme un exemple lors de la réunion internationale qui s'est tenue à Palerme en décembre 2000 pour adopter une Convention contre le crime organisé. Cette réhabilitation tardive, avec l'acquiescement des Etats-Unis, peut donner à penser à des leaders du tiers monde qu'ils auront toujours la possibilité de racheter dans l'avenir leur implication présente dans le trafic. En outre, durant l'année 2000, il a été prouvé qu'un des protégés du président de la Bolivie dont il avait fait le conseiller de ses services de renseignement, appartenait à une famille de la mafia italienne et renseignait les trafiquants de drogues boliviens.²⁷

Recommandations

- Les développements ci-dessus contiennent implicitement des propositions a-contrario sans qu'il soit besoin d'y revenir. Cependant on peut s'arrêter sur le cas du général Banzer. Certes à travers le chantage (et le silence) des Etats-Unis et de la communauté internationale ont été obtenus l'éradication quasi totale des superficies de cocaïers. Mais en même temps, tout militaire latino-américain pourra se dire, au vu de cet exemple bien connu sur le continent, je peux aujourd'hui me livrer à des trafics, il me suffirait demain de me convertir en éradicateur de drogue pour que l'on oublie les sources de mon enrichissement ou de mon pouvoir.
- Certes, le général Banzer a été élu démocratiquement et on ne peut refuser son action contre les cultures illicites (dans la mesure où elle respecte les droits de l'homme), mais la communauté internationale doit clairement dire qu'elle ne lui en est aucun gré car il ne fait que réparer les résultats de son action passée.

L'Europe face au « Plan Colombie »... et aux Etats-Unis

Il convient de s'arrêter sur le « Plan Colombie » car il marque une différence d'approche très sensible entre l'Europe et les Etats-Unis. On trouve dans ce pays tous les ingrédients d'une crise durable : conflit interne entre guérillas marxistes et milices d'extrêmes droites dont le contrôle des productions de drogue est un des motifs ; tentative de l'Etat pour rétablir la paix civile et de reprendre le contrôle du territoire ; volonté des Etats-Unis d'intervenir pour mettre fin au trafic de drogues au risque de mettre en péril les négociations de paix.

Le « Plan Colombie » a pour objectif officiel de combattre le narco-trafic, d'appuyer les négociations de paix qui se sont ouvertes au début de l'année 1998 avec le principal mouvement de guérilla, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)²⁸ et plus récemment avec l'Armée de libération nationale (ELN)²⁹ et de promouvoir le développement économique du pays, en particulier en faveur des secteurs les plus modestes de la population. Le coût global de ce plan est de 7,5 milliards de dollars. La contribution du gouvernement colombien devrait s'élever à 4 milliards de dollars. Les Etats-Unis ont décidé d'y contribuer au niveau de 1,3 milliards

²⁶ Alain Labrousse *La drogue, l'argent et les armes*. Paris : A. Fayard, 1977, pp. 366 à 370.

²⁷ Voir à ce sujet le chapitre « Bolivie » in OGD « Géopolitique mondiale des drogues 1998-1999 », op.cité

²⁸ 15 000 hommes environ. Aucun cessez-le-feu n'a été conclu avec cette organisation et les opérations militaires continuent donc pendant les négociations.

²⁹ 1 500 à 2 000 combattants.

de dollars. Le reste est attendu de la coopération bilatérale (Espagne, Japon), et multilatérale, en particulier des organismes financiers internationaux (Banque mondiale, BID, Communauté financière andine, BIRD, etc.) et de l'Union européenne.

En Colombie, le plan a fait l'objet de critiques, non seulement de la part des guérillas, mais aussi des ONG de développement et des organisations de défense des droits de l'Homme. Ces critiques se fondent sur le fait qu'environ 70 % des financements américains (un milliard de dollars) iront au renforcement du potentiel militaire des forces de répression. En particulier 60 hélicoptères, dont 18 de type Blackhawk, sont achetés aux Etats-Unis. Les FARC et l'ELN estiment donc que sous couvert de lutter contre le narco-trafic, le gouvernement américain en renforçant l'armée colombienne, vise en fait à saboter le processus de paix et qu'elles sont la cible d'un véritable « acte de guerre ». Les ONG colombiennes et internationales (Amnesty International, American Watch, WOLA, etc.) dénoncent, quant à elles, « une logique de guerre » qui ne peut qu'aggraver la situation d'insécurité dans laquelle vivent les populations. Ce plan inquiète et divise également les voisins de la Colombie. Ils ne peuvent s'empêcher de le mettre en relation avec un projet - en faveur duquel les Etats-Unis ont lancé des ballons d'essai tout en le démentant officiellement - de créer une armée multi-latérale latino-américaine d'intervention en Colombie dans le cas où les guérillas et les narco-trafiquants menaceraient la sécurité régionale. Un tel projet, qui avait été approuvé par le Pérou de l'ex-président Fujimori, a fait l'objet d'une vive opposition de la part du Venezuela (dont le président nationaliste Hugo Chavez ne cache pas ses sympathies pour les FARC), du Panama et du Brésil qui voit d'un mauvais œil toute initiative pouvant concurrencer son rôle de puissance régionale.

Les pays frontaliers de la Colombie (Equateur, Pérou, Brésil, Venezuela et Panama) craignent qu'une violente offensive contre la production de drogue dans ce pays rejette dans les régions amazoniennes qui longent leur frontière avec lui, non seulement les populations mais aussi les guérillas et les narco-trafiquants.

Au cours d'une réunion des pays appuyant la lutte anti-drogues qui s'est tenue à Bogota le 24 octobre 2000 l'Union européenne, à l'issue d'un processus au cours duquel la France a joué un rôle déterminante, a clairement pris ses distances à l'égard du « Plan Colombie ». La contribution financière de l'U.E se montant à 871 millions de dollars sera destinée essentiellement à des programmes de « renforcement des institutions » et de « développement social ». Mais, surtout, cette aide financière se situe clairement en dehors du cadre du « Plan Colombie ». Le porte-parole de l'Union, Renaud Vignal du ministère des Affaires étrangères français, a déclaré à cette occasion : « L'aide européenne est différente du Plan Colombie » et il a ajouté afin que ne subsiste aucune ambiguïté : « L'assistance européenne n'inclut aucun aspect militaire... Pour l'Union européenne il n'existe pas d'alternative au processus de paix, il n'existe pas de solution militaire permettant de rétablir une paix durable ». Le responsable de l'Union pour l'Amérique latine, Francisco de Camara, a enfoncé le clou : « Nous voulons contribuer à la paix, non accroître la tension ».

Le 8 mars 2001 a eu lieu une réunion entre les diplomates de 26 Etats et les FARC dans la zone démilitarisée concédée à la guérilla. Les Etats-Unis ont refusé d'y participer³⁰, même si la nouvelle administration affirme « soutenir sans équivoque » le processus de paix et « n'exclut pas de participer » au prochain round de discussion avec la guérilla. L'Union européenne et la plupart des pays de l'Espace Schengen étaient représentés ainsi que le Vatican, la Suisse, le Canada, le Japon, le Mexique, le Brésil, le Venezuela, etc. A l'issue de la réunion un communiqué signé par tous les pays présents réitérait leur appui au processus de paix. En outre cinq pays - Cuba, Espagne, France, Norvège et Suisse - font partie depuis mai 2000 du groupe dit des « pays amis » du processus de paix avec l'autre guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN). L'opposition croissante de l'Union européenne au « Plan Colombie » a facilité le changement de stratégie des

³⁰ Le prétexte utilisé est que les FARC n'ont pas livré aux Etats-Unis les guérilleros qui ont assassinés trois coopérants américains en février 1999.

FARC, jusque là opposées à la présence de toute commission internationale dans la zone démilitarisée, et remis sur les rails des négociations sérieusement compromises.

Les limites de la lutte contre le blanchiment

Les drogues illicites d'origine naturelle, à l'exception du cannabis cultivé dans des pays comme les États-Unis, l'Australie ou les Pays Bas essentiellement destiné au marché interne, poussent dans des pays du tiers monde : Birmanie, Afghanistan, Pakistan, Maroc, Bolivie, Pérou et Colombie, pour ne mentionner que les principaux producteurs/exportateurs. Cette situation amène le public à faire porter à ces pays la responsabilité des dégats causés par les drogues dans les pays riches.

Cependant, si l'on considère le blanchiment de l'argent généré par ces productions, on s'aperçoit que le tableau est en quelque sorte inversé. D'abord on constate qu'entre le prix payé au paysan pour la matière première de la drogue et celui que cette dernière rapportera, au détail, dans les rues des pays riches, la multiplication du profit est en moyenne de 1 500 à 2 000 dans le cas de l'héroïne et de 20 à 40 dans le cas du haschisch,³¹ drogue pour laquelle les trafiquants «se rattrapent» sur les énormes quantités commercialisées. On estime d'autre part que les profits de la drogue qui restent ou reviennent dans les pays producteurs ne représentent pas plus de 10 % de la valeur finale du produit vendu dans les pays riches. Ainsi, alors que le marché mondial de la cocaïne colombienne représente annuellement une cinquantaine de milliards de dollars, les retombées sur l'économie locale ne dépassent pas 2 milliards de dollars.

On peut en conclure que la plus grande partie des profits générés par la vente des drogues se blanchissent et s'investissent dans les pays riches. C'est la raison pour laquelle ces derniers ont fait de la lutte contre le blanchiment une priorité. Ils ont créé une multitude de services spécialisés internationaux et nationaux pour traquer l'argent sale des narco : GAFI, TRACFIN, FINCEN, CTIF, FOPAC, etc. La principale organisation multilatérale, le Groupe d'action financière (GAFI) ayant été créé en 1989, il est légitime de s'interroger sur le bilan de cette lutte. Damien Callamand, expert du FOPAC, cellule anti-blanchiment d'Interpol, a récemment déclaré³² que si l'on saisissait environ 10 % des drogues en circulation, on ne confisquait guère que 1 % des profits générés par l'ensemble des activités criminelles. Il ajoutait que hormi l'«Opération La Mina» (1994) qui a abouti à la saisie de 1,2 milliard de dollars, l'ensemble des autres saisies effectuées depuis qu'existe la lutte anti-blanchiment dans le monde, c'est à dire une dizaine d'années, se situerait entre 1 et 2 milliards de dollars, alors que les profits de l'argent de la drogue sont estimés annuellement à des sommes variant entre 300 et 500 milliards de dollars.

Au-delà de l'ambiguïté des systèmes juridiques de contrôle et des défaillances dans leur application, existe aujourd'hui une contradiction plus fondamentale : la volonté de contrôler les mouvements de capitaux dans le cadre d'une économie mondialisée. D'un côté les organismes financiers internationaux recommandent la circulation sans entrave des capitaux, de l'autre les États leur étroite surveillance dans le cadre de la lutte antiblanchiment. Les recettes ultra-libérales imposées aux pays du Sud et de l'Est impliquent notamment des privatisations massives et rapides dans des pays qui ne disposent généralement pas de capitaux, dont les unités industrielles et les services sont obsolètes et où les risques dissuadent souvent les entrepreneurs d'investir. Cela ouvre tout grand la porte à des mafias pour qui l'essentiel est moins de faire des affaires rentables, que de recycler leurs capitaux dans des conditions avec lesquelles ne peut concurrencer aucun entrepreneur disposant de capitaux

³¹ OGD *Atlas mondial des drogues*. Paris : PUF, 1996, p. 212.

³² Communication orale au cours d'un séminaire qui s'est tenu à Genève du 7 au 8 octobre 1997.